

Direction Inspection Contrôle Audit

Dijon, le 05 NOV. 2025

La directrice générale de l'agence régionale de santé
à

Madame la directrice de l'EHPAD Résidence Pierre
Babet
1 rue Henri Gagneur
39120 CHAUSSIN

RAR N° [REDACTED]

Objet : notification des mesures définitives à la suite du contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313-13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS 390784445 - EHPAD RESIDENCE PIERRE BABET - CHAUSSIN

PJ : tableau des mesures définitives

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 24 juillet 2025, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux 4 prescriptions et 2 recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

A la suite de l'analyse des éléments de réponse que vous avez portés à ma connaissance le 5 septembre dernier et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 24 juillet 2025, je vous notifie les prescriptions et recommandations rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures.

Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par [REDACTED] chargé de mission médico-social, secteur « personnes âgées », à la direction territoriale du Jura : [REDACTED]

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

La directrice générale,



Copie :

Monsieur le Président
Conseil Départemental du Jura
17 rue Rouget de Lisle
39039 LONS-LE-SAUNIER

Tableau des mesures définitives
Prescriptions

N°		Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Référence rapport E/N	Levée QN/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
Prescriptions									
1		Mettre en œuvre une démarche active de recrutement d'un temps médecin coordonnateur en conformité avec la capacité de l'établissement et document de la qualification requise et proposer, dans l'intervalle, une disposition transitoire/alternative permettant de venir en soutien des équipes soignantes.	Article D312-156 du CASP Article D312-157 du CASP Article D312-159 à 17° CASP	6 mois	Actions mises en œuvre Publication d'offres d'emploi Contact de travail / assistant	E2	N		La mission prend acte des actions entreprises pour recueillir un médecin coordonnateur. La prescription n°1 est maintenue et renforcée, jusqu'à l'effectivité du recrutement.
2		Inciter et s'assurer de l'engagement du médecin coordonnateur dans une démarche visant à acquiescer l'une des qualifications exigée par la réglementation.	Article D312-157 du CASP Article D312-159 à 17° CASP	6 mois	Preuve de la qualification requise Preuve de l'inscription à une des formations Engagement du médecin coordonnateur de s'inscrire à son obligation de formation	E3	N		La mission prend acte de la demande faite au médecin coordonnateur. La prescription n°2 est maintenue et renforcée, jusqu'à l'effectivité de cette demande.
3		Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individuelles et reliées au sein de l'établissement par des équipes pluriprofessionnelles qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'ASIDE (STEP cbls) pour accompagner les résidents; - en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources cognitives en lien avec l'ETP cible ; - en limitant la rotation du personnel soignant, en particulier le recours aux CDD ; - en disposant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ; - en s'assurant de la délivrance effective des diplômes par les personnels pour tout recrutement, y compris en CDD ; - en inscrivant les professionnels IFAS en poste soit dans une formation diplômante soit dans un parcours VAL se proposant aux personnels IFAS en poste de l'inscrire dans une formation diplômante ou dans un parcours VAL.	Article L311-3 du CASP Article L312-11 à 4° du CASP Article D312-156 du CASP Article L4311-2 à 4 du CSP	6 mois	Tableau d'analyse RH à renseigner	E1 E5 E3	Abandonnée		Au regard des éléments transmis dans le tableau de suivi RH, la mission constate que les AS sont majoritairement qualifiés et que le taux de renouvellement du personnel s'élève à 100%. Le référent agencier que le besoin en effectifs IDE et AS est actuellement couvert. En conséquence, la prescription n°3 est abandonnée.
4		Demande à l'ensemble des personnels infirmiers en poste de s'inscrire à l'ordre infirmier et s'assurer de l'effectivité de cette inscription.	Article L4311-15 du CSP	1 mois	Tableau d'analyse RH à renseigner	E4	Abandonnée		Au regard des éléments transmis dans le tableau de suivi RH, la mission constate que les IDE sont tous inscrits à leurs ordres professionnels, que les AS sont majoritairement qualifiés (100% faisant fonction), et que le taux de renouvellement du personnel s'élève à 100%. Le référent agencier que le besoin en effectifs IDE et AS est actuellement couvert. En conséquence, la prescription n°3 est abandonnée.

Date de mise à jour des mesures : 13/10/2025
Affaire suivie par : [REDACTED]

Nom établissement : EHPAD RESIDENCE PIERRE BARET
Adresse : 1 R HENRI GAGNEUR
Code postal : 39120
Commune : CHAUSSIN

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Recommandations						
Nb	0	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée
1		Définir et mettre en oeuvre des leviers pour assurer la continuité effective en formalisant un protocole et des plannings d'astreinte au personnel.	RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008	B2	Abandonnée	La mission relève qu'un protocole de continuité de direction est formalisé et diffusé auprès de l'ensemble du personnel. Elle constate également que des plannings d'astreinte de la direction sont établis et affichés dans tous les services. Au regard de ces éléments, la recommandation n°1 est abandonnée.
2		Organiser de manière efficiente la circulation optimale des décisions et informations significatives prises par la direction, auprès des personnels.	RBPP bientraitance : définition et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	R1	Abandonnée	La mission relève que les comptes rendus des CODIR seront diffusés à l'ensemble du personnel et affichés dans les services afin d'assurer la circulation de l'information et la diffusion des décisions prises. Au regard de cet engagement, la recommandation n°2 est abandonnée.